

DEFENSE

SECURITE

PAIX

FLASH



Juillet 2019 | No 04 | FLASH DU CHEDS



« Dans notre sous-région, les menaces multiformes à la paix et à la sécurité auxquelles s'ajoutent les questions essentielles liées notamment à l'évolution démographique, économique, sanitaire et environnementale, témoignent de la fragilité de la situation générale dans nos pays. Il importe donc que chaque pays, chaque organisation développe des réponses cohérentes et intégrées à articuler autant que possible dans une stratégie de sécurité globale et inclusive. »

Général de brigade Amadou Anta GUEYE,
Directeur général du CHEDS

SOMMAIRE

Corruption, facteur de crise de la démocratie.....	1
Recrudescence des actes de banditisme.....	1
Protection des ressources du sous-sol.....	2
Désertification et sécurité alimentaire.....	2
Disparition des pêcheurs en mer : comment sécuriser la pêche artisanale ?.....	3
Lutte contre le trafic de drogue.....	3
Trafic illicite de bois	4
Participation citoyenne et lutte contre la pauvreté	4
Près de chez nous.....	5
Les Rendez-vous de la Défense et de la Sécurité.....	7
Ils ont parlé de.....	8
Voir plus.....	10

Corruption, facteur de crise de la démocratie

Selon le Rapport de Transparency International, « la corruption effrite la démocratie et produit un cercle vicieux en sapant les institutions démocratiques. En effet, plus ces institutions sont faibles, moins elles sont en mesure de contrôler la corruption ».

Ce Rapport avance qu'au Sénégal la pratique de la corruption persiste même si la corruption administrative serait nettement moins importante que dans d'autres pays de la région. En outre, il rajoute que les marchés publics qui ont été au centre des abus du passé constituent toujours un secteur à surveiller.

Sur 180 pays à travers le monde, le Sénégal occupe la 67^{ème} place et est classé 8^{ème} parmi les dix pays les moins corrompus en Afrique sur la base de l'Indice de Corruption de chaque pays (IPC).

L'ONG recommande aux pays d'Afrique d'intensifier leurs efforts en matière de protection des droits humains en préservant la liberté d'expression et en luttant contre la corruption à travers les réseaux sociaux.

Le Sénégal gagnerait à lutter davantage contre la corruption en vue de faciliter le travail abattu par les forces de défense et de sécurité dans la lutte contre les trafics en tous genres.

Dans l'immédiat...

En considérant la résolution 2482 du Conseil de Sécurité du 15 juillet, le Sénégal doit renforcer les coopérations internationale et régionale pour contrer les menaces relatives à la culture, à la production, au trafic et à la consommation de stupéfiants et de substances psychotropes, qui peuvent constituer une part substantielle des ressources financières des groupes terroristes.

Recrudescence des actes de banditisme



Après la dernière attaque à main armée en avril à Ballou, c'est au tour du département de Goudiry d'enregistrer des vols de bétail à répétition. Cette zone, située à l'Est du Sénégal en allant vers Kidira à la frontière avec le Mali, a été à plusieurs reprises le théâtre d'attaques à main armée dont la dernière en date remonte au mois de mai.

Le Sud du pays n'est pas en reste face à cette recrudescence d'actes de groupes de malfaiteurs venant troubler la quiétude des populations. En effet, le Vice-président du Conseil départemental de Goudomp a souligné que les populations en avaient marre de voir des individus quitter la Guinée-Bissau en vue de faire des razzias et emporter du bétail appartenant à ces populations.

En outre, ce dernier a mis en garde les autorités des deux Etats en relevant que les populations du département feront justice elles-mêmes.

A ce titre, le Sénégal devrait, respectivement avec le Mali et la Guinée-Bissau, davantage renforcer les efforts de lutte contre ces actes de banditisme, de délinquance qui pourraient donner naissance à des conflits communautaires.

« Je ne laisserai personne porter atteinte à l'intérêt des ressources naturelles et vitales du pays. Ce n'est pas seulement par patriotisme, mais je suis le responsable, chef suprême de la nation », a déclaré le Président de la République du Sénégal à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de l'atelier de concertation sur la mise en œuvre de la loi sur le Contenu local dans le secteur des hydrocarbures.

En outre, le Président de la République a déclaré que des mesures fortes ont été prises par l'Etat du Sénégal pour renforcer les intérêts du pays dans tous les domaines de la chaîne pétrolière.

Sachant que la bonne gouvernance des ressources naturelles relève d'une part, de la volonté politique et d'autre part, d'une étroite collaboration entre les différents acteurs pour une gestion transparente, l'exploitation des ressources minières, gazières et pétrolières nécessite également une sécurisation.

C'est dans ce contexte que la Mauritanie s'est dotée d'un navire de guerre destiné à contribuer à la sécurisation de l'exploitation du pétrole et du gaz dans l'Océan Atlantique.

Par ailleurs, si face aux défis sécuritaires, les industries extractives doivent faire l'objet d'un contrôle rigoureux, il demeure que la protection de l'environnement devrait constituer un paramètre privilégié afin de préserver les activités économiques de base des populations locales.



Au cours de ces dernières années, la saison des pluies est caractérisée par des pluies intensifiées pour une durée de plus en plus courte. L'impact de ces changements dans la pluviométrie se fait ressentir chez les agriculteurs et les éleveurs.

En effet, l'augmentation des températures en favorisant l'évaporation des sols constitue un frein à une irrigation suffisante des cultures.

C'est ainsi que le système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO classe le Sénégal parmi les pays qui risqueraient de connaître une grave insécurité alimentaire localisée du fait des déficits pluviométriques par endroits. En outre, selon les estimations de la FAO, 15 000 réfugiés, la plupart en provenance de la Mauritanie, vivent dans le pays.

Afin d'y remédier, l'application de méthodes agronomes plus économes en eau s'impose.

A ce titre, le projet Québec Sans Frontières (QSF) a procédé à l'installation d'un système aquaponique expérimental à Thiès qui devrait permettre de créer un écosystème entre la culture de végétaux et l'élevage de poissons dont les déjections serviraient d'engrais.

En outre, la promotion de la recherche scientifique et la mise en œuvre de mesures idoines dans les régions allant du nord au centre du pays seraient souhaitables.

Disparition des pêcheurs en mer : comment sécuriser la pêche artisanale ?

Au mois de mai dernier, Greenpeace avait réaffirmé son inquiétude concernant la disparition des pêcheurs sénégalais en mer. Elle considère que ce phénomène a atteint un niveau très inquiétant au regard du nombre de pertes en vies humaines au cours de ces dernières années.

Si l'activité de pêche est encadrée, tel n'est pas le cas en ce qui concerne la profession de pêcheur artisan.

Compte tenu de la place importante qu'occupe la pêche artisanale, une reconsidération de cette profession permettrait de mettre en œuvre une stratégie de responsabilisation mais aussi d'aider les familles des pêcheurs disparus.

Le projet de concept d'un bateau de pêche 2.0 a été soumis au niveau de l'espace e-citoyen en vue d'optimiser le rendement des efforts de pêche artisanale mais aussi de sécuriser les pêcheurs en mer.

L'ingénierie sénégalaise pourrait être mise à profit en renforçant la structure de ces embarcations, en y intégrant un système de réfrigération pour la conservation des captures et un système GPS facilitant la communication avec la marine et les services de secours.



Lutte contre le trafic de drogue



Les agents du Bureau des Douanes de Moussala, dans le Sud-Est du pays, ont saisi au total 600 kg de chanvre indien en deux prises.

En une semaine, deux chauffeurs de camions maliens ont tenté d'introduire de la drogue sur le territoire sénégalais. Une saisie qui vient se rajouter aux nombreuses saisies effectuées au centre et au sud du pays au cours de ces derniers mois.

Ainsi, la cocaïne, d'une quantité de plus d'une tonne, qui avait été récemment saisie au port de Dakar a été incinérée. En outre, le Sénégal, la Gambie et la Guinée-Bissau ont signé un mémorandum d'entente destiné à renforcer leur coopération policière et à coordonner leurs efforts dans la lutte contre le trafic de drogues et le crime organisé.

Par ailleurs, les drogues de synthèse menacent sérieusement les populations en ce sens qu'elles prennent la forme de produits permettant de soulager la fatigue ou de fortifier le corps et sont vendues à des prix dérisoires. C'est dans ce contexte que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a lancé lundi un Plan quinquennal visant à améliorer la qualité et la sécurité des produits de santé.

Les forces de défense et de sécurité devraient être continuellement capacitées pour l'identification de ces drogues de synthèse qui se confondent avec des médicaments.

Trafic illicite de bois

Le trafic illicite de bois à la frontière gambienne ne cesse de faire l'objet d'alertes de la part de l'Union Nationale des Coopératives des Exploitants Forestiers du Sénégal (UNCEFS) en sus des saisies importantes de bois opérées par les forces de sécurité.

C'est ainsi que le Secrétaire général de l'UNCEFS est revenu à la charge. « Depuis 10 mois, nous vivons cette situation sous l'œil bienveillant du gouvernement gambien qui permet aux trafiquants ramenant du bois de vène à partir du Sénégal, de pouvoir le scier et le transporter dans les conteneurs», a déclaré Monsieur Mamadou Salif Mballo.



Le Ministre de l'Environnement et du développement durable, Monsieur Abdou Karim Sall a affirmé que la stratégie de l'Etat ne devrait pas reposer sur l'acceptation de l'exportation de bois par les gambiens et que le trafic illicite de bois à la frontière gambienne doit être éradiqué.

Bien que les textes en vigueur soient adaptés au contexte écologique, des efforts de sensibilisation des populations sur les avantages liés à l'existence d'un potentiel forestier, notamment sur les activités agricoles et le climat, pourraient faciliter la coopération dans la lutte contre ce trafic.

Participation citoyenne et lutte contre la pauvreté



Plusieurs initiatives de la société civile visent à renforcer le sentiment citoyen et impliquer les populations dans le développement de leurs localités. C'est ainsi que des projets permettant le renforcement du dialogue multi-acteurs sur le rôle des usagers dans le cadre de la réforme sectorielle de l'eau potable au Sénégal, des aménagements urbains, de l'embellissement et de l'assainissement de l'espace public sont pilotés par les organisations de la société civile et des organismes comme le Groupe de Recherche et d'Echange Technologique (GRET).

La lutte contre la pauvreté passe par une démarche inclusive, laquelle permet en plus de consolider la cohésion sociale. Sachant que la pauvreté constitue un facteur de développement des risques sécuritaires, l'impact à l'échelle du citoyen est à encourager surtout dans les zones rurales situées au niveau des frontières avec les autres Etats.

Un accompagnement soutenu des pouvoirs publics renforcerait la confiance des populations et la présence de l'Etat dans ces zones stratégiques pour la lutte contre tous les types de défis sécuritaires.

Par ailleurs, ces initiatives devraient être encouragées dans les localités regorgeant de ressources minières, notamment au sud-est du pays.

“PRES DE CHEZ NOUS”

MALI

La base militaire française de Gao a été visée par une attaque kamikaze. L'explosion d'un véhicule piégé « aux couleurs de la Minusma » à l'entrée du camp a occasionné des blessés parmi les soldats français, estoniens et les civils maliens.

Les forces maliennes, françaises et onusiennes continuent à être des cibles pour les groupes djihadistes au moment où les conflits communautaires déciment des villages entiers.

Au nord, le trafic de drogue continue à connaître un essor et sert de levier de financement aux groupes armés. En réaction aux entraves à l'Accord de paix, de trafic de drogue et d'armes, le Conseil de sécurité de l'ONU a rajouté cinq maliens, tous membres de groupes armés du nord, à la liste des maliens sanctionnés et interdits de déplacements vers l'extérieur.



Les enjeux communautaires et la dynamique conflictuelle laissant penser à une requalification des cibles des djihadistes à travers la multiplication des attaques contre les camps militaires reflètent la complexité grandissante de la situation sécuritaire au nord et au centre du Mali.

GUINEE

Selon Human Rights Watch et Amnesty International, la loi nouvelle donnant aux gendarmes le pouvoir discrétionnaire de décider de recourir aux armes à feu lors des manifestations et les mettant à l'abri de toute éventuelle poursuite en justice pour meurtre illégal n'aurait pas dû être adoptée.

Ce constat survient alors que quelques mois auparavant des armes de guerre avaient été saisies à Koundara et à Labé non loin de la frontière avec le Sénégal.

Le renforcement de la lutte contre les trafics d'armes et de drogues s'avère nécessaire.

MAURITANIE

Le Comité des droits de l'homme préoccupé par « la persistance de situations d'esclavage et de préjugés solidement ancrés dans certaines traditions à ce sujet » en Mauritanie, demande à ce que cet Etat prenne les dispositions nécessaires pour permettre aux victimes de porter plainte. Etant donné que ces dernières seraient souvent confrontées à une pression les empêchant de dénoncer ces pratiques, le Comité souhaiterait que les enquêtes soient diligentées et que les responsables identifiés soient sanctionnés.

Au moment où la traite des migrants en Lybie alimente les débats, la problématique de l'émigration clandestine, la liberté de circulation des biens et des personnes, les droits des personnes déplacées par les conflits au Sahel, constituent des sujets de réflexion nécessitant la mise en œuvre urgente de réponses.

“PRES DE CHEZ NOUS”

TOGO

3636 kg de cannabis ont été saisis de janvier à juin selon le ministre de la Sécurité et de la Protection civile. Ce dernier a présenté le bilan de la situation sécuritaire pour le premier semestre au cours d'une conférence de presse tenue le 09 juillet.

A l'analyse, une augmentation du nombre de braquages, de vols à main armée, d'assassinats et de cambriolages a été enregistrée. En outre, la question des litiges fonciers est devenue une préoccupation majeure. En effet, un autre conflit communautaire avait éclaté entre Gangan et Tchokossi vers la fin du mois de juin à Gando dans la préfecture de l'Oti - sud au nord du Togo. Le bilan de ces affrontements liés au foncier est de quatre morts, des habitations incendiées et plus de 2000 personnes déplacées.



Bien que les forces de défense et de sécurité soient parvenues à rétablir le calme, il demeure que des solutions doivent être apportées à ce litige au risque de voir se développer un foyer conflictuel à quinze kilomètres de la frontière avec le Bénin. En effet, en traversant la frontière, vit une forte communauté de Tchokossi à Datori, au nord du Bénin et à 130 km du Parc National de la Pendjari.

Les pays côtiers se doivent d'endiguer les litiges fonciers compte tenu des risques d'expansion djihadiste.

République Démocratique du Congo

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a qualifié l'épidémie d'Ebola d'urgence sanitaire mondiale. Ce niveau d'alerte le plus élevé témoigne de la gravité de la situation sanitaire. En effet, l'épidémie affecte les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, frontalières avec le Rwanda et l'Ouganda.

Plus de 2700 personnes seraient infectées dont 1700 décédés. Face à cette situation qui prévaut depuis un an, la RDC axe sa réponse de lutte à travers un programme de vaccination.

Le stock limité des vaccins et les attaques répétées contre les centres de traitement à l'Est du pays ne permettant pas de contenir les foyers de cette maladie, les pays frontaliers devront déployer leur plan de prévention en mettant en place des structures de traitement capables d'accueillir des cas signalés.

NIGER

Après l'attaque survenue en juin à Ouallam, la zone d'Inates au nord-ouest de Niamey a enregistré le 2 juillet une attaque à l'aide de « véhicules kamikazes » contre un camp de l'armée nigérienne.

Cette réaction des djihadistes intervient après l'opération conjointe menée par les forces armées nigériennes, françaises et américaines du 8 au 18 juin dans cette zone du Niger à quelques kilomètres de la frontière avec le Mali.

Si les motos sont utilisées par les djihadistes pour circuler entre Tillabéry et la capitale, le renforcement de la sécurité au niveau du passage par la zone de Rosso au Sénégal s'impose.

Quelques lignes...



NIGER: Sommet de l'UA

- Le lancement officiel de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC) a été effectué.
- Selon le Président du Niger, la ZLEC favorisera la création d'emplois, notamment pour les jeunes, et permettra de mettre fin au drame de la migration clandestine.



NIGERIA: Session consultative des parties prenantes sur le fonctionnement des Centres nationaux dans les Etats membres de la CEDEAO

Organisée par la Direction de l'Alerte précoce, cette rencontre a permis de mieux comprendre le fonctionnement des Centres nationaux d'Alerte précoce.

Les travaux ont abouti à l'adoption d'un schéma de flux de communication, d'un schéma de structuration de la réponse et ont permis de faciliter la coordination dans la mise en oeuvre de la réponse.



SENEGAL: Séminaire régional sur la protection des témoins

- Ce séminaire organisé par l'Unité des stratégies de protection du Bureau du Procureur et de la Section des témoins et des victimes du Greffe de la Cour pénale internationale (CPI) a enregistré la participation des représentants des Etats de l'Afrique de l'Ouest.
- Les questions abordées s'articulaient autour des meilleures pratiques pour une gestion sécurisée des témoins, de la sécurité de l'information, des protocoles de sécurité et d'alerte et de la coopération.

Quelques lignes...



MALI: Séminaire pour développer le tourisme et contribuer à la paix

- Il s'agissait de partir des données culturelles pour promouvoir la paix et renforcer les liens régionaux étant donné que 30% des touristes au Mali sont originaires de l'Afrique.
- Sachant que la paix est un moteur naturel du tourisme, et que le tourisme, à son tour, est un facteur de promotion de la paix, il a été retenu que ce lien entre les différentes cultures et le tourisme devrait permettre de faire naître des opportunités économiques.



FRANCE: Conférence-débats pour la paix au Mali

- "7 ans après Serval, où en sommes-nous?", tel était le thème choisi pour cette Conférence.
- La Coordination des Elus Français d'Origine Malienne (CEFOM), l'Ambassade du Mali en France, et le Grdr Migration – Citoyenneté - Développement ont organisé cette rencontre avec la participation du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali afin de contribuer au développement socio-économique et à la préservation de la paix au Mali.



CHINE: Forum sino-africain de la Paix et de la Sécurité

- La première édition s'est tenue à Pékin et a réuni les responsables des départements de la défense, des officiers des pays africains et des responsables des questions de paix et de sécurité de l'Union africaine.
- Les objectifs étaient de renforcer les échanges et la confiance mutuelle stratégique avec les pays africains, de consolider la coopération dans le domaine de la sécurité afin de maintenir la paix et la stabilité en Afrique et dans le monde.



VOIR PLUS...

DIRPA, « Synthèse de presse, extrait du journal 24 heures (page 12) », 12 juillet 2019

DIRPA, « Synthèse de presse, extrait du journal Enquête (page 04) », 22 juillet 2019

DIRPA, « Synthèse de presse, article de Leral.net », 25 juillet 2019

https://www.liberation.fr/planete/2019/07/23/le-camp-de-barkhane-a-gao-vise-par-une-attaque-kamikaze_1741645;

<http://aps.sn/actualites/societe/article/prevenir-et-anticiper-les-risques-de-terrorisme-par-le-programme-de-formation-en-securite-nationale;>

<https://www.republiquetogolaise.com/securite/1007-3347-le-ministre-de-la-securite-fait-le-point-sur-la-situation-securitaire-au-premier-semester-2019;>

<https://www.bbc.com/afrique/region-48835431;>

<https://news.un.org/fr/story/2019/07/1048321;>

<https://www.france24.com/fr/20190724-mali-attaque-voiture-base-gao-militaires-francais-barkhane-jihadiste-blesses-civils;>

<https://www.douanes.sn/fr/node/1371;>

[https://www.jeuneafrique.com/801986/politique/mali-qui-sont-les-cinq-personnes-sanctionnees-par-lonu-pour-entrave-a-laccord-de-paix/;](https://www.jeuneafrique.com/801986/politique/mali-qui-sont-les-cinq-personnes-sanctionnees-par-lonu-pour-entrave-a-laccord-de-paix/)

[https://afriquepanorama.com/2019/07/08/guinee-des-milliers-de-kilogrammes-de-chanvre-indien-incineres-a-dounkiwal/;](https://afriquepanorama.com/2019/07/08/guinee-des-milliers-de-kilogrammes-de-chanvre-indien-incineres-a-dounkiwal/)

<https://www.hrw.org/fr/news/2019/07/04/guinee-une-nouvelle-loi-pourrait-protoger-les-membres-de-la-police-contre-toute;>

<https://www.republiquetogolaise.com/securite/1007-3347-le-ministre-de-la-securite-fait-le-point-sur-la-situation-securitaire-au-premier-semester-2019;>

https://www.panapress.com/La-Gambie-le-Senegal-et-la-Guine-a_630599809-lang1.html;

[https://www.jeuneafrique.com/717426/politique/indice-de-perception-de-la-corrupcion-2018-transparency-international-pointe-la-faiblesse-des-institutions-africaines/;](https://www.jeuneafrique.com/717426/politique/indice-de-perception-de-la-corrupcion-2018-transparency-international-pointe-la-faiblesse-des-institutions-africaines/)

[http://www.igfm.sn/macky-sall-je-ne-laisserai-personne-porter-atteinte-a-linteret-des-ressources-vitales-du-pays/;](http://www.igfm.sn/macky-sall-je-ne-laisserai-personne-porter-atteinte-a-linteret-des-ressources-vitales-du-pays/)

[http://suco.org/qsf-senegal-l-aquaponie-pour-s-adapter-aux-changements-climatiques/;](http://suco.org/qsf-senegal-l-aquaponie-pour-s-adapter-aux-changements-climatiques/)

[http://www.fao.org/gIEWS/country-analysis/external-assistance/fr/;](http://www.fao.org/gIEWS/country-analysis/external-assistance/fr/)

<http://www.servicepublic.gouv.sn/e-citoyen/vos-idees/autres-idees/article/concept-bateau-de-peche-2-0-pour-la-peche-artisanale-et-maritime;>

<https://grdr.org/Conference-pour-la-paix-au-Mali-7-ans-apres-SERVAL-ou-en-sommes-nous.>